L'Allemagne et la révolution

L’Allemagne, son peuple et les gouvernements qui s’y succèdent depuis deux siècles, entretiennent une relation ambigüe à la révolution française. Modèle pour certains, anti-modèle pour la majorité, Lucien Calvié examine comment cette ambiguïté est inscrite dans l’histoire même de ce pays.

Une révolution est un grand malheur, mais une révolution manquée est un malheur encore plus grand
Henri Heine

1789, modèle et anti-modèle

Des années 1790 jusqu'à nos jours, certains secteurs minoritaires de l'opinion publique allemande voient dans 1789 un modèle. L'écrivain et journaliste Georg Weerth, proche de Marx, écrit en 1843 : « J’aurais versé mon sang avec joie pour une révolution, pour elle j’aurais prononcé toutes les paroles et accompli toutes les actions

– je souffrais de ne pas être un Français ».

La même année, deux révolutionnaires allemands, l'hégélien Arnold Ruge et Marx, déplorent l'inexistence d'un terme allemand pour rendre *res publica*. Mais 1789 est aussi, pour une partie majoritaire de l'opinion allemande et pour les pouvoirs établis, un anti-modèle. Et cela du Saint-Empire aboli en 1806 jusqu'à aujourd'hui, en passant par la Confédération germanique (1815), par le II[e] *Reich* et par l'épisode nazi.

La réaction allemande à 1789 et à ses suites est déterminée par une contradiction : si les principes de la Révolution sont souvent perçus comme émancipateurs, leur mise en pratique passe, en particulier sous Napoléon, par une domination française qui paraît nier la spécificité historique et nationale des Allemands. Heine, un des plus grands écrivains allemands, caractérisera cette contradiction, peu après 1830, en notant que les Allemands ne sont devenus « patriotes » que lorsque leurs Princes leur en ont donné ordre et permission, en 1813, car « nous faisons tout ce que nos princes nous commandent ». D'où son pronostic sur le dévoiement de l'idée nationale allemande, révolutionnaire dans son principe, au service des intérêts d'Ancien Régime fédérés dans le Saint-Empire et ses avatars successifs. C'est d'abord cela la « misère » historique des Allemands décrite par Marx, Mehring et Lukács.

La création, de 1795 à 1799, de républiques-sœurs des Pays-Bas jusqu'à Naples – à l'exception d'une rive gauche allemande du Rhin organisée en départements français – affirme l'universalisation du modèle politique de 1789-1792. Elle peut être comprise comme la mise en pratique d'un principe républicain large, incluant une monarchie où la loi gouverne, et non l'arbitaire, principe théorisé par Kant en 1795 dans son essai *Sur la paix perpétuelle*. Appuyé sur Rousseau et son *Contrat social*, Kant tente alors – tentation allemande fréquente – de comprendre la Révolution mieux qu'elle ne se comprend elle-même : le républicanisme est la condition de la paix et si chaque nation s'organise en république, garantie de la paix civile interne, l'universalisation de ce type de gouvernement garantira aussi, par la création d'une fédération républicaine européenne, la paix externe entre les États. N'était-ce pas là le modèle idéal d'une autre révolution à prétention universelle, comme 1789, celle de 1917 en Russie ?

Les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU ne sont-ils pas des États ayant connu des révolutions à portée ou visée universelle : Royaume-Uni, États-Unis, France, Russie et Chine, États vainqueurs du nazisme et de ses alliés en 1945 ? L'Allemagne, dont le seul « modèle » politique universellement connu, mais négativement, est celui du nazisme, se trouve ici doublement isolée car absente des « révolutions atlantiques », à partir des années 1770, comme des révolutions du XX[e] siècle (Russie et Chine), fondées sur des avatars du marxisme, ce dernier pouvant être perçu comme un chaînon de liaison théorique, d'origine pour partie allemande, entre les premières et les secondes.

Le nazisme comme anti-1789

La contradiction, nettement affirmée par le nazisme lui-même, héritier idéologique de la « révolution conservatrice » des années 1920, entre le potentiel émancipateur de 1789 et le nationalisme paroxystique sous sa forme nazie, est accomplie en 1940 lorsque Hitler, apprenant la capitulation française et esquissant un entrechat, s'écrie : « Enfin les Allemands ont vaincu 1789 ! »

En juillet 2009, pour un anniversaire de 1789, *Le Patriote Résistant*, organe de la Fédération Nationale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes, réaffirmait que la pseudorévolution nazie a constitué « l'anti-1789 » et rappelait les paroles prononcées à Paris devant la Chambre des députés, le 28 novembre 1940, par Rosenberg, idéologue du parti nazi NSDAP : « L'époque de 1789 touche à sa fin. Elle a été vaincue sur les champs de bataille, cette époque qui, bien que pourrie, voulait encore déterminer le sort de l'Europe ».

À cela le bulletin opposait la réponse, en février 1941, du philosophe communiste Politzer, fusillé en 1942 par l'Occupant au Mont Valérien, soulignant que Rosenberg s'était « bien gardé de rappeler les paroles [sur l'ère nouvelle dans l'histoire du monde] que prononça le plus grand poète de l'Allemagne, Goethe, au soir de Valmy »; en fait, Goethe, plus audacieusement encore, n'a pas publié ce jugement en 1792 mais en 1822, en

pleine Restauration. Et Politzer d'ajouter que Rosenberg et ses amis « mettent au pas les plus grands penseurs et écrivains de l'Allemagne : Lessing et Herder, Goethe et Schiller, Kant, Fichte [il y aurait à redire sur Fichte], Hegel et Heine ».

1989-1990 : une révolution ?

La « chute du Mur » en 1989, plus que le signal d'une poussée générale de la liberté et de la démocratie, fut surtout une manifestation du nationalisme allemand autour de la polysémie du mot *Volk* : peuple au double sens, en grec, d'*ethnos*, communauté ethnique, et de *demos*, communauté politique des citoyens assemblés. La formule alors scandée en RDA, *wir sind **das** Volk* : nous sommes **le** peuple, par contraste avec un gouvernement communiste tenu pour illégitime, est rapidement devenue la formule *wir sind **ein** Volk* : nous sommes **un seul** peuple avec les Allemands de l'Ouest, nos frères en germanité.

Comment dès lors qualifier ce que l'on tient en général pour « la » grande révolution de la fin du XX^{e} siècle, cette unification allemande de 1989-1990 qui signifiait tout de même d'abord une restauration, celle d'une unité étatique atteinte en 1871 et perdue en 1945 avec la défaite ? S'intègre-t-elle à la longue série émancipatrice inaugurée en 1789 et prolongée en 1830, 1848, 1871 et jusqu'en 1905 et 1917 ? Ce n'est pas ce qu'a indiqué en 2002 un historien allemand de large audience, Heinrich August Winkler. Selon lui, le

mouvement de 1989-1990 a réalisé, pour la première fois depuis 1871 et le II^{e} *Reich*, le concept d'État-nation, et cela « sans révolution ». Toujours selon cet historien, contrairement à l'idée trop aisément admise qu'une révolution démocratique réussie en 1848 aurait permis à l'Allemagne d'éviter la « catastrophe » de 1933, les révolutions de 1848, puis de 1918, ont été d'heureuse manière considérées par les libéraux, en 1848, puis les sociaux-démocrates, en 1918, comme une « catastrophe à éviter »[1].

Selon cet historien, la « catastrophe allemande », ce fut donc certes 1933 et le nazisme – comment dire décemment le contraire ? –, mais cela aurait pu être une révolution de 1848 ou de 1918 réussie. C'est là exactement l'inverse de ce qu'affirmait en 1844 Ruge, cet hégélien attaché – y compris contre son ami Marx – au modèle de la révolution démocratique inauguré en 1789, lorsqu'il écrivait : « Il n'y a pas de peuple [*Volk*] allemand et seule une révolution pourrait le créer ».

Ce que l'argumentation du social-démocrate Winkler met peut-être au fond en cause – inconsciemment, il faut l'espérer – c'est 1789 comme source de la révolution démocratique et de la démocratie en général et, plus largement, l'idée d'une « ère des révolutions occidentales » (selon les historiens américain, français et britannique Palmer, Godechot et Hobsbawm), courant depuis la révolution américaine de 1775-1783 jusqu'aux révolutions en Amérique latine au cours des années1820 et, en Europe, jusqu'en 1848 au moins.

---

[1] « Pour une appropriation critique de l'histoire allemande », *Documents. Revue des questions allemandes*, 2002, n° 2.

Notes de bas de page :

Pour citer cet article :

Lucien Calvié, « L'Allemagne et la Révolution », *Silomag*, n° 5, nov. 2017. URL : https://silogora.org/lallemagne-et-la-revolution/